

Elham, Souad et Fariba : trois regards de femmes sur un islam pluriel

Autor(en): **Vann, Carole**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **85 (1997)**

Heft 1402

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281133>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

ELHAM, SOUA

Trois regards de femmes sur un islam pluriel.

Les unes conçoivent la modernité à l'intérieur de la juridiction islamique. Pour les autres, l'émancipation de la femme est incompatible avec un pouvoir religieux. Toutes, cependant, exploitent les voies qui les mènent à l'autonomie.

Le 27 septembre 1996, les «Taliban» occupent une grande partie de l'Afghanistan, dont Kaboul. Deux jours plus tard, au nom de l'application de la chari'a, la loi islamique, les femmes sont forcées de rester chez elles et les écoles pour filles sont fermées. L'équation «islam égale femme reléguée au foyer» frappe encore une fois les esprits. A partir des cas les plus excessifs, on imagine, vu de l'Occident, une application uniforme de la chari'a dans tout le monde musulman. Pourtant, derrière des discours pro ou anti-islamistes qui se voudraient universalistes, on découvre qu'il y a autant de manières de vivre l'islam que de pays qui le pratiquent.

Trois femmes, trois pays, trois regards. Elles sont originaires du Yémen, d'Iran et du Maroc, trois gouvernements sous régimes islamiques. Réunies avec une trentaine d'intervenants dans un colloque international autour du thème «Islam et changement social» à l'Université de Lausanne en automne 1996, elles apportent un éclairage personnel sur la situation des femmes au sein de leur société.

Les critères divergent lorsqu'elles parlent d'émancipation, pourtant,

chacune l'affirme, l'islam n'interdit aux femmes ni de travailler ni de s'instruire. L'exemple de l'Iran s'avère, à cet égard, éloquent. Lors de la prise du pouvoir par le régime de Khomeiny en 1979, le gouvernement islamique a, certes, décrété la séparation des sexes et imposé le voile aux femmes, mais il ne les a pas empêchées de travailler ni les filles de se scolariser.

«La question de la femme en pays musulman est trop souvent sortie de son contexte et mis sur le compte de l'islam», relève Elham Manea, yéménite, chercheuse en sciences politiques à Berne. Le poids de la religion est important, mais, comme le précise Souad Benani, enseignante marocaine et animatrice de «Les nanas beurs» à Paris, ce sont, aussi, les facteurs traditionnel et économique qui conditionnent la vie des femmes.

Pour Elham Manea, l'image de la femme opprimée et enfermée en pays musulman se pose en stéréotype réducteur. Preuve en est de son pays, le Yémen, berceau de la civilisation islamique, où la société féminine, à majorité paysanne, travaille à l'extérieur.

«Lors de l'unification des deux Yémen en 1990, les acquis établis par le régime communiste du sud ont été adoptés par le nord. Ainsi, les femmes ont les mêmes droits juridiques que les hommes. Cela n'empêche pas les mariages précoces des petites filles (11-12 ans), ni les fortes natalités et mortalités infantiles, surtout dans les zones rurales. Trop de femmes sont encore analphabètes». Pour la chercheuse yéménite, cela ne fait aucun doute. Seul l'accès à l'éducation des femmes et des filles, même au prix de la mixité, peut freiner les mariages précoces, mener au

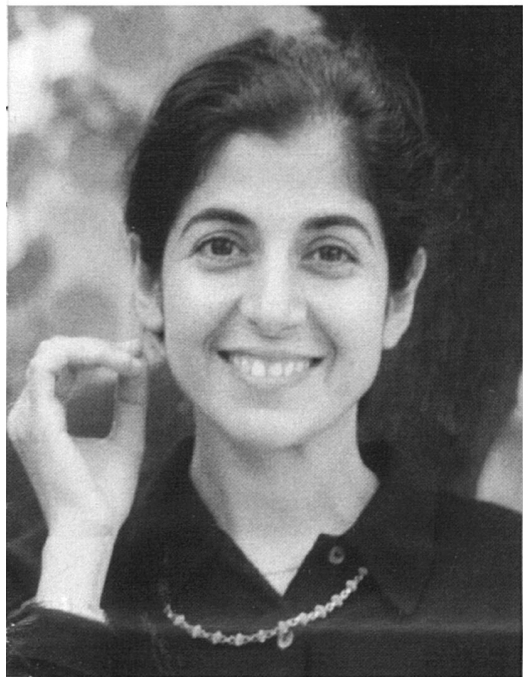
contrôle des naissances, aux notions de santé primaire et permettre l'acquisition de leur indépendance économique. «Chez nous, le port du voile ne constitue certainement pas une question prioritaire, affirme-t-elle. Ce n'est que le signe apparent d'autres problèmes plus fondamentaux».



Souad Benani (marocaine)

Convaincue que la modernité peut se développer dans le cadre de l'islam, Elham Manea trouve qu'il est temps de penser le Coran de manière plus flexible. «Il ne faut pas oublier qu'à l'origine, l'islam était la première religion qui a permis à la femme d'avoir sa propriété et de participer à la politique. C'est cet esprit révolutionnaire qu'il faut garder et adapter les textes à notre temps».

D ET FARIBA



Fariba Adelkhah (iranienne)

Elham Manea (yémenite)



L'avis de Souad Benani est différent. Pour elle, seul un régime laïc peut se porter garant du respect des droits de la femme. Le Maroc lui reconnaît les mêmes droits civiques que l'homme, mais la loi qui gère son statut personnel, la moudawana, se fonde sur la religion. Pourtant, de par leur histoire et leur ouverture géographique sur l'Europe, les femmes marocaines vivent une émancipation de fait... Et ce, au sein d'une monarchie qui s'érige en gardienne de la tradition et de la religion.

«La crise économique et la nécessité pour les femmes de travailler ont bouleversé le schéma patriarcal traditionnel, explique Souad Benani, pour qui l'égalité signifie, outre l'indépendance économique et morale, le droit à l'éducation, à l'avortement et la liberté de régir son corps. Elles sont amenées à se poser des questions, à se solidariser, à s'organiser en associations».

L'année dernière, les ouvrières d'une usine textile, près de Rabat, se sont mises en grève suite au harcèlement sexuel dont a été victime l'une d'entre elles. Les déléguées syndicales ont alors déposé un amendement auprès des parlementaires contre le harcèlement sexuel. En osant aborder ce sujet tabou, la société féminine marocaine se montre décidée à défendre, non seulement ses intérêts économiques, mais aussi sa dignité physique et morale.

Dans son ouvrage «La révolution sous le voile, les islamistes d'Iran», Fariba Adelkhah, chercheuse iranienne en sciences politiques à Paris, décrit la démarche des femmes islamistes d'Iran pour obtenir et préserver leurs droits fondamentaux à l'intérieur de la constitution islamique.

«Fortes des acquis de la période du

shah, surtout avec la loi de la protection de la famille, très en faveur de la femme, elles ont, dès le départ, revendiqué leur présence active sur la scène politique, ainsi que l'entière responsabilité de leur foi musulmane au même titre que le clergé, précise Fariba Adelkhah. Car, si la Révolution iranienne a été mue par un fort ressentiment antioccidental, elle s'est élevée aussi contre un clergé traditionnel et sclérosé».

C'est pourquoi, quand, au lendemain de la Révolution, Khomeiny proclamait le port obligatoire du foulard, les islamistes iraniennes, considérant cette question d'ordre personnel, ont soutenu la journée de deuil observée par les laïques en protestation à ce décret. Dans le même esprit, elles ont récupéré, avec les outils de la juridiction islamique, la quasi-totalité des acquis dissolus avec le code de la famille par le régime de Khomeiny.

Pour la chercheuse iranienne, c'est à travers un processus démocratique, inexistant à l'époque du shah, que les femmes islamistes se sont réapproprié leurs droits.

Tout comme au Maroc et au Yémen, la société féminine iranienne combat l'immobilisme. Dans les trois pays, les femmes cherchent leur voie et explorent toutes les possibilités, refusant de se confiner au politique et au religieux. Une illustration retentissante: la fièvre de l'aérobic qui s'empare, ces jours, des Iraniennes, tous âges et milieux confondus. «Dans les quartiers populaires, ce sont les caves ou les garages qui sont aménagés en salles de gym, explique Fariba Adelkhah. Elles veulent toutes maigrir et mener une vie saine...». Les corps affirment leur indépendance. Ils veulent bouger. Ils veulent parler!

Photos et texte: Carole Vann